



LE MOIS DERNIER EN BIRMANIE

Infos en provenance et au sujet de la Birmanie

MARS
2010

Le gouvernement britannique soutient l'inculpation de la Birmanie devant la Cour Pénale Internationale

Le 24 mars, le gouvernement britannique a annoncé qu'il soutiendrait le Conseil des Nations Unies pour traduire la Birmanie devant la Cour Pénale Internationale. L'Ambassadeur britannique aux Nations Unies a fait cette déclaration à la suite d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies au sujet de la situation en Birmanie.

'Burma Campaign UK' a fait campagne pour que le gouvernement britannique soutienne une commission d'enquête des Nations Unies sur les crimes contre l'humanité commis en Birmanie, dans le but de traduire la Birmanie devant la Cour Pénale Internationale. Près de 200 députés du parlement ont soutenu la campagne.

Le 5 mars le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les Droits de l'Homme en Birmanie, Tomás Ojea Quintana, dans son rapport au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a recommandé que les Nations Unies considèrent la mise en place d'une enquête sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Birmanie. Le rapport du Rapporteur Spécial indiquait que la nature 'brute et systématique' des abus et le manque de mesures pour les arrêter démontraient « une politique d'État qui implique les autorités exécutives, militaire et judiciaires à tous les niveaux. »

Au début du mois, l'Australie est devenue le premier pays à annoncer son soutien pour une commission d'enquête des Nations Unies sur les violations des Droits de l'Homme en Birmanie. Dans une déclaration au Conseil des Droits de

l'Homme des Nations Unies, le représentant de l'Australie a déclaré que « L'Australie soutiendrait les efforts de réflexion sur les options possibles pour une commission d'enquête des Nations Unies ».

La dictature birmane a délibérément ciblé des civils dans sa guerre contre les minorités ethniques en Birmanie. Plus de 3 500 villages ont été détruits par l'armée birmane au cours des 15 dernières années, et l'utilisation du viol est répandue et systématique, parfois même à l'encontre de petites filles de cinq ans.



Mublaw et ses enfants ont travaillé en esclaves pour la dictature militaire

La NLD rejette les élections birmanes de la Birmanie devant la Cour Pénale Internationale

Le 29 March, la Ligue Nationale pour la Démocratie (National League for Democracy - NLD) a annoncé que les lois du régime régissant les élections étaient si injustes, qu'elle ne se présenterait pas comme parti candidat et ce, afin de contester les élections à venir.

Une déclaration de la NLD a indiqué : « les lois électorales émises par le Conseil pour la Paix et le Développement sont injustes et le Comité a donc décidé à l'unanimité et sans aucune objection, de ne pas ré-inscrire le parti. »

Selon les lois électorales du régime, publiées le 9 mars, les prisonniers n'ont pas le droit d'être membres de partis politiques. La loi exclut ainsi plus de 2 100 prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi. Tout parti souhaitant s'inscrire pour participer aux élections doit exclure les membres faisant actuellement l'objet d'une peine d'emprisonnement. Un parti qui manquerait se verrait dans l'impossibilité de prendre part aux élections ; cette mesure force la Ligue Nationale pour la Démocratie à choisir entre l'exclusion d'Aung San Suu Kyi et l'interdiction aux prochaines élections.

En écrivant pour le Washington Post, U Win Tin, un des fondateurs de la NLD et un ancien prisonnier politique a déclaré : « J'espère que la communauté internationale se tiendra à nos côtés. Tous les gouvernements du monde devraient déclarer qu'ils rejettent les élections du régime et son résultat pré-arrangé, et faire pression sur le régime pour changer la Birmanie substantiellement et positivement, en commençant par la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi, ainsi que l'arrêt de la campagne militaire du régime contre les minorités ethniques. Le régime devrait négocier une solution pacifique vers une réconciliation nationale et une véritable démocratie, avec les forces démocratiques birmanes, menées par Aung san Suu Kyi et les représentants ethniques. »

Burma Campaign UK a lancé un appel au Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon pour renouveler les efforts afin de contraindre les généraux birmans à dialoguer avec la NLD et les véritables représentants ethniques. « Comme le principal parti politique birman ne participe pas aux élections, il est temps d'arrêter de débattre en vue de réformer les fausses élections du régime, et de revenir à des pressions sur les généraux pour établir un véritable dialogue, » a déclaré Anna Roberts, Directrice Générale de Burma Campaign UK.

Le régime intensifie les pressions sur les groupes de cessez-le-feu ethniques

La date buttoir pour que les groupes de cessez-le-feu ethniques transforment leurs armées en Forces de Garde Frontière (Border Guard Forces – BGF) a maintenant été repoussée au 28 avril.

Le 1er mars, le Chef de la Sécurité des Affaires Militaires de l'Armée du SPDC, le lieutenant Gen ye Myint a envoyé une lettre aux dirigeants de l'Armée de l'État du Wa Uni (United Wa State Army – UWSA) qui disait que le groupe avait jusqu'au 10 mars pour accepter inconditionnellement la proposition de BGF de la junte ou devenir une organisation illégitime. Cependant, la date buttoir du 10 mars a expiré, sans que ni l'UWSA, ni l'Organisation d'indépendance du Kachin (Kachin Independence Organisation – KIO) n'aient accepté les termes de la junte. Le régime a intensifié ses pressions sur les groupes de cessez-le-feu ethniques KIO et UWSA, pour qu'ils transforment leurs armées en Forces de Garde Frontières sous le contrôle de l'armée birmane.

Les contre-propositions de la KIO et de l'UWSA à l'ultimatum du régime ont été rejetées par le régime qui a répondu en augmentant les troupes militaires. Selon le quotidien 'Irrawaddy, plus de 70 000 hommes du régime ont été envoyés vers des zones du nord-est de la Birmanie, près des bases de la KIO et de l'UWSA.

Sans État et affamés : les Rohingya persécutés fuient la Birmanie et meurent de faim au Bangladesh
Un récent rapport des Médecins pour les Droits de l'homme (Physicians for Human Rights – PHR) montre comment les autorités du Bangladesh ont lancé une campagne sans précédent d'arrestations arbitraires, d'expulsions illégales et d'internements forcés contre les réfugiés Rohingya, sans patrie, en provenance de Birmanie. Ces derniers doivent alors affronter la famine et la maladie dans des camps improvisés parce que le gouvernement du Bangladesh leur refuse l'accès à l'aide humanitaire.

Le rapport décrit les conditions extrêmes de ces réfugiés Rohingya persécutés et avertit que l'effet conjoint des niveaux critiques de malnutrition aiguë, et du déni d'accès à l'aide alimentaire confrontera cette population d'exilés, toujours plus nombreuse à davantage de cas de mortalité par la faim et la maladie si la situation humanitaire n'est pas prise en main sérieusement.

« Il est inconcevable de laisser cette population vulnérable sans État et mourir de faim », déclare Richard Sollom, Directeur des Recherches et Enquêtes de PHR. « Des mesures immédiates sont nécessaires pour prévenir davantage de malnutrition, de maladies et de morts. » Sollom a décrit les conditions de camp comme parmi les pires qu'il n'ait jamais vu, avec des gens abrités sous des huttes improvisées de branchage et de bâches en plastique, à qui l'on refuse l'aide humanitaire et vivant à côté d'égouts ouverts.

Des centaines et des milliers de Rohingya, une minorité ethnique minoritaire, sont passés au Bangladesh depuis 1991 pour échapper aux persécutions en Birmanie, où ils ont été sujets à des violations des Droits de l'Homme, y compris des exécutions sommaires, de la torture, des viols, des arrestations arbitraires et du travail forcé.



Vous pouvez lire ce rapport ici : <http://www.burmacampaign.org.uk/index.php/news-and-reports/reports/title/stateless-and-starving>

Crimes contre les femmes en Birmanie

Bien que la Birmanie soit un pays signataire de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination contre les Femmes, la junte continue à commettre des violences contre les femmes, surtout dans les zones ethniques. Le 2 mars, 12 femmes ont présenté des témoignages de viol, de torture et d'autres crimes auxquels recours la junte militaire comme armes de guerre, devant un tribunal organisé à l'Initiative des Femmes Prix Nobel à New York (Nobel Women's Initiative). Le 8 mars, journée internationale de la femme, la Ligue des Femmes de Birmanie a lancé un appel à la communauté internationale pour presser le Conseil de Sécurité des Nations Unies d'enquêter sur les crimes commis contre les femmes en Birmanie.

La junte a régulièrement supprimé les activistes féminines, en les arrêtant et en les transférant vers des prisons éloignées. Il y a actuellement 177 femmes prisonnières politiques en Birmanie, entre 21 et 68 ans, avec un sérieux manque d'accès aux soins médicaux.

Un activiste américain libéré



Nyi Nyi Aung arrivant à l'aéroport de Bangkok airport

Nyi Nyi Aung, un activiste birman et citoyen américain, a été libéré le 18 mars, seulement 5 semaines après avoir été condamné à trois ans d'emprisonnement pour des crimes de faux et d'immigration.

Il avait été détenu depuis septembre dernier, alors qu'il essayait de rendre visite à sa mère malade et avait subi des tortures.

Nyi Nyi Aung, qui prit part aux protestations de 1988, avait fui vers les États-Unis en 1993 et obtenu la citoyenneté américaine en 2002.

L'annonce de la mise en liberté de Nyi Nyi Aung est survenue une semaine après que les généraux aient publié deux lois électorales leur permettant de garantir le contrôle entier du processus électoral et d'interdire la participation d'Aung San Suu Kyi.

Avant cette libération, Zoya Phan, Coordinateur International de Burma Campaign UK, avait prédit la libération d'un prisonnier important, comme faisant partie du jeu des généraux, visant à faire diversion et à détourner l'attention internationale des lois électorales. « Les généraux jouent la même rengaine, en sachant que la communauté internationale tombera probablement dans le panneau une fois encore et donnera à cette libération une signification politique inexistante. »

L'armée birmane tire sure sur un bébé de 5 mois lors d'une attaque sur un village Karen

Le 22 mars, un garçon de 5 mois, une fille de 5 ans et une femme de 37 ans ont été tués lors d'une attaque de l'armée birmane sur le village de Khaw Hta, dans le district de Kler Lwe Htoo, dans l'État du Karen. Selon un villageois local, le bataillon 369 de l'armée birmane est entré dans le village et a ouvert le feu sans sommation, en tirant sur tout villageois en vue, jusque dans leurs habitations. Neuf maisons ont également été détruites. Les gens du village se cachent dorénavant dans la jungle et l'armée birmane reste active dans cette zone.

Les attaques sur les villageois Karen ont augmenté depuis le 17 janvier cette année. Plus de 2 500 personnes ont été forcées de fuir leur village à la suite d'attaques dans deux zones de l'État du Karen. Lors d'une attaque, un enfant a été tué et deux autres blessés par le bombardement au mortier d'une école provenant de l'armée birmane.

Publié par Burma Campaign UK, 28 Charles Square, Londres N1 6HT
www.burmacampaign.org.uk – tél: 020 7324 4710 – fax: +44 20 7324 4717